

AVIS DE L'ARES

N° 2020-09 DU 26 MAI 2020

Demande de dérogation aux conditions générales d'accès aux études – Bachelier of Science in Business Engineering (codiplômation USL-B – KULeuven)

Considérant que la présente demande d'avis a été adressée à l'ARES sur la base de l'article 21, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis, d'initiative ou sur demande de celui-ci, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un Pôle académique, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant que, par courrier du 7 février 2020, les recteurs de l'Université Saint-Louis – Bruxelles (USL-B) et de la Katholieke Universiteit Leuven (KULeuven) ont sollicité l'avis de l'ARES, sur la base de l'article 120 du décret du 7 novembre 2013, concernant une demande de dérogation aux conditions générales d'accès aux études, dans le cadre d'une codiplômation du Bachelor of Science in Business Engineering, organisée à compter de l'année académique 2020-2021 ;

Considérant les remarques et observations de la chambre des universités ;

Considérant les remarques et observations du Bureau exécutif ;

L'ARES formule à l'endroit de la demande de dérogation aux conditions générales d'accès aux études – Bachelier of Science in Business Engineering (codiplômation USL-B – KULeuven) l'avis suivant.

AVIS

Moyennant les observations qui suivent, l'ARES émet un avis **favorable** à l'endroit de la demande de dérogation aux conditions générales d'accès aux études – Bachelier of Science in Business Engineering (codiplômation USL-B – KULeuven).

01. POSITIONNEMENT DE LA QUESTION

L'ARES note que la demande qui lui est soumise **n'a pas de précédent**.

D'un point de vue juridique, la question qui se pose est la suivante : dans le cadre d'une codiplômation avec une université dépendant de la Communauté flamande, est-il possible de se baser sur l'article 120 du décret

du 7 novembre 2013 (Paysage) afin d'obtenir une dérogation aux conditions – relativement strictes – d'accès aux études de premier cycle, telles que prévues par les dispositions du décret du 7 novembre 2013 et, notamment, l'article 107 du décret ?

L'ARES note que la question est d'autant plus prégnante lorsque les étudiant·e·s souhaitant s'inscrire au cursus envisagé **ne disposent pas d'un titre d'accès direct**, la procédure d'équivalence étant, en Communauté française, particulièrement longue.

02. RAPPEL DU PRINCIPE POSÉ À L'ARTICLE 104 DU DÉCRET

L'article 104, alinéa 1^{er} du décret du 7 novembre 2013 pose le principe suivant : « *Lorsqu'une inscription concerne des études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur visées à l'article 82, l'étudiant s'inscrit dans un des établissements d'enseignement supérieur partenaires* ». L'article poursuit en précisant que, « *s'il s'agit d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes, **l'inscription** est nécessairement prise auprès de l'établissement référent en Communauté française. Celui-ci reçoit et contrôle l'inscription et perçoit les droits d'inscription correspondants* ».

Au sens de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 33° du décret, l'établissement référent est défini comme étant celui qui, « *dans le cadre de la coorganisation d'un programme d'études conjoint, en particulier en codiplômation, [est] chargé de la centralisation de la gestion administrative et académique du programme et des étudiants, désigné parmi ceux habilités en Communauté française pour les études visées* ». Dès lors, en cas de codiplômation, le principe posé à l'article 104, alinéa 1^{er} du décret veut que l'établissement chargé de l'inscription soit **nécessairement** l'établissement référent dépendant de la Communauté française. L'article exclut donc que, dans le cadre d'un programme en codiplômation, **l'inscription** puisse être prise auprès d'un **autre** établissement que l'établissement référent en Communauté française.

03. ANALYSE DE LA DÉROGATION PRÉVUE À L'ARTICLE 120 DU DÉCRET

La disposition en cause se situe, de manière assez étonnante, dans la section IV du chapitre IX du décret (traitant de l'accès aux études), laquelle est intitulée « *admissions personnalisées* ». Il s'agit, de toute évidence et plus vraisemblablement, d'un article prévoyant une possibilité de dérogation **générale** aux **conditions d'accès aux études**, telles que prévues aux articles 107 et suivants (concernant le premier cycle) et 111 et suivants (concernant le deuxième cycle).

L'article 120 prévoit, en substance, que, « *pour des études coorganisées par plusieurs établissements partenaires d'une convention de coorganisation d'un programme conjoint, avec ou sans codiplômation, visé à l'article 82 § 2 et § 3, le Gouvernement peut accorder une dérogation aux dispositions générales relatives à l'accès aux études, sur avis conforme de l'ARES. La demande motivée est transmise conjointement par les établissements partenaires à l'ARES avant le 1^{er} mars qui précède l'année académique* ».

Les travaux préparatoires du décret, assez succincts sur la question, justifient l'existence de cette possibilité de dérogation en précisant simplement que « *l'accès à certaines études coorganisées avec des*

établissements **extérieurs** à la Communauté française **doit pouvoir être conforme à d'autres critères spécifiques** »¹.

À s'en tenir à la lettre et à l'esprit du texte, il semble donc bien que l'article ait été prévu afin de régler certaines situations particulières telles que celle d'une codiplômation entre un établissement relevant de la Communauté française (USL-B) et un autre établissement, extérieur à la Communauté française (KULeuven), en permettant aux partenaires d'introduire une demande afin de déroger aux règles normalement applicables, à savoir, *in casu*, l'article 107 du décret.

Pour rappel, l'article 107 liste les titres d'accès aux études de premier cycle en Communauté française. En Communauté flamande, le Codex Hoger Onderwijs, en son article II-178, alinéa 2, permet aux établissements eux-mêmes d'admettre un·e étudiant·e détenteur·trice d'un diplôme ou d'un certificat obtenu en dehors de l'Union européenne pour autant que « *ce document donne accès à une formation de bachelier dans le pays de délivrance qui est comparable à une formation de bachelier flamand et à condition qu'il soit satisfait au contrôle d'authenticité des diplômes ou certificats, dans la mesure où l'Autorité flamande a promulgué des mesures* »². Il s'agit, par conséquent, d'une procédure relativement plus souple en pratique.

Dès lors, en vertu de l'article 120 du décret du 7 novembre 2013, la dérogation octroyée en amont par le Gouvernement **peut permettre à l'USL-B**, lors de l'inscription au programme d'un·e étudiant·e détenteur·trice d'un titre ou d'un certificat obtenu en dehors de l'Union européenne, **d'admettre – comme titre donnant accès aux études de premier cycle en Communauté française – la décision d'admission délivrée par l'établissement partenaire** – à savoir, la KULeuven –, sans devoir imposer à l'étudiant·e d'obtenir préalablement une décision d'équivalence de diplôme en Communauté française, comme imposé par l'article 107 du décret.

Par contre, cette dérogation n'aurait pas pour conséquence de dispenser l'USL-B de procéder à l'inscription proprement dite, sauf à étendre de manière déraisonnable la portée limitée de l'article 120 du décret et de méconnaître, dans la foulée, l'exigence imposée par l'article 104 du même décret.

D'un point de vue pratique, l'article 120 requiert que la demande de dérogation soit portée à l'attention de l'ARES pour avis conforme, par les deux partenaires, avant le 1^{er} mars qui précède l'année académique (soit, en l'espèce l'année académique 2020-2021).

L'ARES émet un **avis favorable** à l'endroit de la demande formulée, moyennant les considérations suivantes :

- » Dans le cas de la codiplômation, **l'étudiant·e devrait s'inscrire dans l'université l'ayant accepté·e**, afin de lui éviter les doubles démarches,
- » **Il ne s'agit pas d'un accord de principe** : chaque nouvelle demande qui pourrait être déposée sera examinée par l'ARES en tenant compte de la qualité des partenaires impliqués,
- » Il convient d'interpeller le Gouvernement au sujet des **conditions d'admission des étudiant·e·s** hors Communauté française, eu égard à la lourdeur des démarches relatives aux demandes d'équivalence de diplômes,

¹ Projet de décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, *Doc. parl.*, commentaires des articles, sess. 2012-2013, n° 537/1, p. 25.

² Arrêté du Gouvernement flamand du 11 octobre 2013 portant codification des dispositions décrétales relatives à l'enseignement supérieur, *M.B.*, 27 février 2014, art. II.178, al. 2.

- » Dans le cadre des demandes de dérogations susmentionnées, il s'agit d'attirer l'attention de la Ministre de l'Enseignement supérieur sur les diplômes donnant accès aux études dans le cadre de codiplômations faisant intervenir un établissement hors Communauté française.

—



**Concerne : demande de dérogation aux conditions générales d'accès aux études
(article 120 du décret du 7 novembre 2013) – Bachelor of Science in Business
Engineering (codiplômation USL-B – KULeuven)**

Monsieur l'Administrateur,

A partir de l'année académique 2020-2021, l'Université Saint-Louis – Bruxelles et la KU Leuven (Campus Brussel) organiseront ensemble, dans le cadre d'une codiplômation fondée sur l'article 82, § 3 du décret du 7 novembre 2013, un Bachelor of Science in Business Engineering.

L'autorisation d'organiser ce programme entièrement en anglais a été demandée à l'ARES et obtenue de celle-ci (décision du Conseil d'administration du 19 novembre 2019), conformément à l'article 75, § 2, dernier al. du Décret précité.

La convention de codiplômation et ses annexes, que nous vous transmettons une nouvelle fois, identifient les conditions d'accès à ce diplôme commun. Ces conditions sont, *sur le fond*, conformes à ce que prévoient ou permettent le décret du 7 novembre 2013 et la législation de la Communauté flamande qui lui correspond.

En terme de *procédure*, par contre, une difficulté pratique se pose à nous.

Les étudiant·e·s concerné·e·s, étant inscrit·e·s tout à la fois à l'Université Saint-Louis – Bruxelles (ce que requiert l'article 104, al. 1^{er}, du décret précité), et à la KU Leuven, devraient en théorie être astreint·e·s à effectuer l'ensemble des démarches administratives nécessaires à leur admission (au sens de l'article l'article 15, § 1^{er}, 4^o du décret) « des deux côtés ».

Les conventions que nous avons conclues ont, par prudence, expressément envisagé cette éventualité d'une « double démarche ». Mais nous cherchons à en réduire les inconvénients pratiques.

S'agissant des étudiant·e·s qui ont un titre d'accès « direct » (à l'instar p. ex. des étudiant·e·s titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur de la Communauté flamande, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone), cette double démarche ne pose pas de difficultés.

S'agissant, par contre, des étudiants qui ne disposent pas d'un tel titre d'accès direct (par exemple, le titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur sud-coréen), la « double démarche » pourrait se révéler inutilement lourde.

La démarche à effectuer en application de la législation de la Communauté flamande est certes, en soi, assez légère, et peut en tous cas aboutir à son terme de manière assez rapide. L'article II-178 du Codex Hoger Onderwijs laisse en effet une large autonomie aux établissements d'enseignement eux-mêmes pour admettre les étudiants étrangers à leur programmes, sans passage obligé par une administration « externe ».

Cette disposition est libellée comme suit :

Art. II.178 Als algemene toelatingsvoorwaarden voor een bacheloropleiding gelden:

- 1° een diploma van het secundair onderwijs;
 - 2° een diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;
 - 3° een diploma van het hoger onderwijs voor sociale promotie, met uitzondering van het Getuigschrift Pedagogische Bekwaamheid, of
 - 4° een diploma of certificaat, uitgereikt in het kader van het hoger beroepsonderwijs;
 - 5° een studiebewijs dat krachtens een wettelijke norm, een Europese richtlijn of een internationale overeenkomst als gelijkwaardig met 1 van de voorgaande diploma's wordt erkend.
- Het instellingsbestuur kan personen toelaten die in een land buiten de Europese Unie een diploma of certificaat hebben behaald dat niet als gelijkwaardig is erkend zoals bepaald in punt 5° van lid 1. Dit kan enkel op voorwaarde dat dit document toegang verleent tot een bacheloropleiding in het land waar het is uitgereikt die vergelijkbaar is met een Vlaamse bacheloropleiding én op voorwaarde dat aan de authenticiteitscontrole van de betreffende diploma's of certificaten is voldaan, voor zover door de Vlaamse overheid maatregelen zijn uitgevaardigd.

La procédure concrètement suivie peut être résumée comme suit. Les futur.e.s étudiant.e.s s'informent sur les conditions d'accès, lesquelles sont reprises, pour chaque filière, dans le guide des programmes (<https://onderwijsaanbod.kuleuven.be>). Les étudiant.e.s qui satisfont auxdites conditions d'accès sur base d'un certificat de fin d'études obtenu en Communauté flamande, peuvent s'inscrire de manière directe (via la procédure de préinscription (<https://www.kuleuven.be/inschrijvingen>)). Le diplôme concerné est contrôlé, à l'occasion de l'inscription, dans la *Databank Hoger Onderwijs* (DHO) de l'Administration. Tous/toutes les autres futur.e.s étudiant.e.s entament les démarches via le lien <https://www.kuleuven.be/english/application> (Applying at KU Leuven). Les données et documents requis doivent être introduits/uploadés via ce lien, en fonction de ce qui est indiqué, en termes de conditions d'accès, pour le programme choisi. Chaque dossier est instruit administrativement, et soumis à appréciation académique. Une équipe de 6 *credential evaluators* contrôle l'authenticité de tous les documents et formule un avis. Ces *credential evaluators* disposent d'une expertise géographique et linguistique spécifique, acquise au travers de formations internationales (par exemple auprès de UK NARIC) et auprès de réseaux internationaux (telle la *European Association for International Education*), et font usage de diverses sources internationales. Sur base de l'avis donné, intervient la décision académique d'admission, prise par les responsables de chaque programme. Lors de l'inscription, les diplômes obtenus doivent être exhibés pour authentification matérielle.

La procédure ci-avant décrite – qui ne prend jamais plus de 8 semaines au maximum, et qui peut être initiée dès l'ouverture des admissions – est celle qui relève de l'article II.178 du Codex Hoger Onderwijs. La Communauté flamande offre également la

possibilité de solliciter, via NARIC Vlaanderen (National Academic Recognition and Information Centre), une équivalence, mais celle-ci est exclusivement destinée à l'accès au marché du travail.

Vous trouverez ci-joint un exemplaire factice d'une décision d'admission que la KU Leuven pourrait, en application du CODEX précité, adopter « seule » aux fins d'inscription d'un étudiant sud-coréen dans notre diplôme commun.

L'adjonction pure et simple, à cette première démarche, de la démarche en principe requise en application de la législation de la Communauté française - *i.e.*, l'obtention d'une équivalence auprès du Service des équivalences de la Communauté française (art. 107)- aboutirait en revanche, dans le cas des étudiants dépourvus de titre d'accès direct, à la constitution d'une procédure extrêmement fastidieuse et à ce point longue qu'elle aurait peut-être raison de la bonne volonté de plus d'un.e candidat.e.

Nous cherchons dès lors une solution pragmatique qui puisse simplifier la vie de nos futur.e.s étudiant.e.s et celles de nos services, et qui permette, de manière plus large, de ne pas rendre trop impraticable, et donc inattirative, pour les établissements hors Communauté française, la mise sur pied de programmes de bachelier en co-diplomation avec des établissements de la Communauté française.

Après consultation des services compétents, il nous apparaît que l'article 120 du décret du 7 novembre 2013, tel qu'interprété par le *Vade-mecum des délégués et commissaires du Gouvernement* (novembre 2019) pourrait former la base légale adéquate pour permettre au Gouvernement de la Communauté française, sur avis conforme de l'ARES, de déroger – si tant est que cela soit nécessaire – aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013, et ce, pour permettre que l'octroi d'une décision d'admission fondée sur l'article II. 178 du Codex Hoger Onderwijs, précité, dispense de toute procédure supplémentaire d'admission, fondée sur le décret du 7 novembre 2013, en vue d'une admission au *Bachelor in Sciences of Business Engineering* coorganisé par la KU Leuven et l'Université Saint-Louis – Bruxelles.

Tel est l'objet de la présente demande.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Pierre Jadoul
Recteur de l'USL-B



Luc Sels
Recteur de la KU Leuven

KU LEUVEN

ADMISSIONS OFFICE
NAAMSESTRAAT 22 BOX 2410
3000 LEUVEN, BELGIUM



OUR REFERENCE: Admission letter
YOUR REFERENCE: / 0648747 / 000000062549
LEUVEN 2019-11-27

ADMISSION LETTER

- South Korea - 20/02/1998

Dear

We are pleased to inform you that you have been accepted as a student of KU Leuven in accordance with the stipulations of Higher Education Code of Flanders, Belgium. Congratulations and welcome to your Alma Mater.

You are hereby granted admission to the programme
Bachelor of Business Administration (Brussels)
for the academic year 2020-2021 in the Faculty of Economics and Business (FEB) at our Brussels Campus.

Your student number is 0648747.

The admission is granted on the basis of your secondary school diploma awarded in South Korea.

Note that upon arrival you will have to show your original diploma(s) and transcript(s) for a final authenticity check; without these originals, you cannot register for your programme!

We look forward to having you among our students and wish you an enriching study period at our university.

Yours sincerely,

Jan Raeymaekers
Director
Teaching and Learning Processes

CONSEIL D'ADMINISTRATION – 19 NOVEMBRE 2019

Dérogation de la langue d'enseignement - Bachelier : ingénieur de gestion de l'USL-B

Date de rédaction : 06/11/2019

Auteur : Affaires académiques

2 annexes :
1. Courrier du recteur de l'USL-B à l'ARES - 11/10/2019
2. Tableau des dérogations déjà accordées sur base de l'AGCF du 25/05/2016
3. Dernière version de l'AGCF autorisant l'organisation de masters en langue anglaise

Rétroactes

L'article 75, § 2, dernier alinéa, du décret Paysage précise « Pour les études de premier et de deuxième cycle, le Gouvernement peut en outre accorder aux établissements d'enseignement supérieur des dérogations [de la langue d'enseignement] lorsque les études visées ont un caractère international dérivant de l'excellence du champ scientifique ou artistique, ou de sa nature particulière. Les dérogations sont accordées sur proposition de l'ARES. »

Dans un courrier daté du 11 octobre 2019, l'Université Saint-Louis Bruxelles (USL-B) demande une dérogation afin de pouvoir organiser exclusivement en anglais le **bachelier : ingénieur de gestion** à partir de l'année académique 2020-2021.

Ce bachelier sera organisé en codiplômation avec la KULeuven (campus Brussel). La dénomination anglaise sera *Bachelor of science in business engineering*.

Analyse

Ceci est la première demande de dérogation de la langue d'enseignement pour un bachelier depuis que cette possibilité a été ajoutée au décret « Paysage » par le décret dit « Fourre-tout III » du 3 mai 2019.

Les motivations avancées par l'USL-B sont les suivantes :

- » Importance de la maîtrise de la langue anglaise dans le domaine de la gestion, ce dont atteste notamment le fait que des dérogations ont déjà été accordées pour l'organisation, dans ce même domaine, de masters en anglais (cf annexes 2 et 3).
- » Importance de l'ouverture internationale dans la formation prodiguée aux étudiantes et étudiants de l'USL-B et de la KULeuven.
- » Augmentation de l'attractivité internationale du programme offert.

En sa séance du 22/10/2019, la Chambre des universités a marqué son accord sur cette demande de dérogation de la langue d'enseignement, considérant qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle habilitation et que cette demande ne déroge donc pas au moratoire.

Décisions à prendre

- » **Approuver** la demande de dérogation.
- » **Demander au Gouvernement** d'effectuer les démarches nécessaires en vue de créer un AGCF autorisant l'organisation de bacheliers en langue anglaise ou d'adapter l'AGCF existant déjà pour les masters afin d'y inclure ce bachelier.



Monsieur Julien Nicaise
Administrateur de l'ARES
Rue royale, 180
1000 Bruxelles
Belgique

Bruxelles, le 11 octobre 2019.

Concerne : Organisation d'un Bachelier en Ingénieur de Gestion en langue anglaise : demande de dérogation

Monsieur l'Administrateur,

Tel que modifié par le décret de la Communauté française du 3 mai 2019 'portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche' (*Mon. B.*, 2 août 2019), l'article 75, al. 2 du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 'définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études' permet désormais, en substance, que des études de premier cycle puissent être intégralement organisées dans une langue autre que le français, et ce, moyennant une dérogation accordée par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition de l'ARES.

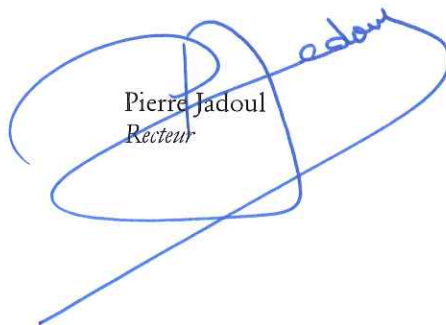
Conformément à la possibilité ainsi offerte, le Doyen de la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de la communication de l'Université Saint-Louis-Bruxelles souhaite adresser une demande de dérogation afin que la Faculté concernée puisse, en co-diplômation avec la KULeuven (Campus Brussel) organiser un Bachelier en Ingénieur de gestion dont la langue d'enseignement et d'évaluation serait exclusivement l'anglais (dénomination anglaise : *Bachelor of Science in Business Engineering*).

Les principales motivations de la dérogation ainsi sollicitée sont les suivantes :

- Importance de la maîtrise de la langue anglaise dans le domaine de la Gestion, ce dont atteste notamment le fait que des dérogations ont d'ores et déjà été accordées pour l'organisation, dans ce même domaine, de Masters en anglais (voy. en effet l'article 1er, 14°, de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2016 'autorisant l'organisation de Masters en langue anglaise');
- Importance de l'ouverture internationale dans la formation prodiguée aux étudiant.e.s de l'Université Saint-Louis-Bruxelles et de la KULeuven (Campus Brussel);
- Augmentation de l'attractivité internationale du programme offert.

Pour votre information, je joins au présent courrier la convention que, en application de l'article 82, § 3, du décret précité du 7 novembre 2013, la KULeuven et l'Université Saint-Louis-Bruxelles s'appêtent à conclure aux fins d'organisation de ce diplôme de Bachelier, y inclus le programme de cours proprement dit.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous prie de croire, Monsieur l'Administrateur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Pierre Jadoul
Recteur

Annexe : Convention entre la KU Leuven et l'USL-B.



**Agreement concerning the Organisation of the Joint Degree Programme
Bachelor of Science in Business Engineering
by the Katholieke Universiteit Leuven and Université Saint-Louis-Bruxelles**

The Katholieke Universiteit Leuven, hereinafter KU Leuven, located at Oude Markt 13, 3000 Leuven, Belgium, represented by Prof. Dr. Luc Sels, rector, acting on behalf of the Faculty of Economics and Business, hereinafter FEB,

and Université Saint-Louis-Bruxelles, located at Boulevard Jardin botanique 43, 1000 Brussels, hereinafter USL-B, represented by Prof. Dr. Pierre Jadoul, rector, acting on behalf of the Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, hereinafter ESPO,

Considering that it is desirable to organise a high-quality bachelor programme in Business Engineering in co-operation with one another;

Considering that it is advisable to combine the expertise and capacities in the field of applied economics available at KU Leuven and USL-B;

At KU Leuven, account being taken of Code of Higher Education by the Flemish Government of the 11th of October 2013, particularly article II.172;

Account being taken of the Decree of the Flemish Government of the 12th of December 2014 stipulating the form of the degrees and the content of the accompanying diploma supplement, issued by institutions of higher education in Flanders;

At the USL-B, account being taken of Décret du 7 novembre 2013 'définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études', particularly articles 15, 75, 81, 82, 103, 120, 135 et 143, as interpreted by *Vade Mecum des Délégués et Commissaires du Gouvernement de la Communauté française (August 2019)*, and Annex 3 to this Decree;

have agreed the following:

Article 1. Purpose

This Agreement concerns the joint organisation of a Bachelor's programme in Business Engineering, hereinafter "the programme", by KU Leuven and the USL-B, hereinafter the "universities", beginning in the 2020-2021 academic year. The introduction of the joint programme will take place in consecutive years starting with the first year of the programme in 2020-2021.

The content of the joint programme at the start of the cooperation is described in Annex 1. Amendments or changes as approved by the Steering Committee and by each university individually, according to their respective internal procedures, will be added as new Annexes. Amendments or changes will be prepared and approved according to a timing that takes into account the deadlines applicable at both institutions. The earliest deadline will be considered as the joint deadline.

The programme will consist of 180 ECTS and will be offered full-time.

The programme pertains to the following field(s) of study: *economische en toegepaste economische wetenschappen* and *sciences économiques et de gestion* (domain 9), as defined in the aforementioned decrees of respectively the Flemish and the French-speaking Community.



The registration requirements shall be determined by mutual agreement between the universities and shall be described in Annex 2. Amendments or changes as approved by the Steering Committee and by each university individually will be added as new Annexes.

After successful completion of the programme, the joint academic degree of "Bachelor of Science in Business Engineering", corresponding respectively to the degree "Bachelier: ingénieur de gestion", in the French Speaking Community, and to the degree "Bachelor of Science Handelsingenieur" for the Flemish Community, will be awarded jointly on behalf of the universities.

Article 2. Registration

Students are registered at the two universities in accordance with the substantive rules that in each of them governs the right to register and the persistence of this right. Exceptions to this principle are listed in Annex 2.

The registration procedure takes place at USL-B. Students have to comply with the registration procedure implemented by this institution. Students pay the tuition fees applicable at USL-B.

The registration office at USL-B transfers to the registration office at KU Leuven all relevant data that are necessary to register students at KU Leuven, without any additional actions from or fee being charged to these students.

The two Universities commit to apply the legislation applicable to them and their own internal rules to ensure the most equal and coherent treatment of all the students registered in the programme.

Each university claims subsidies for all the students registered in the programme, respectively to the French-speaking Community and the Flemish Community, in proportion to the number of credits they contribute in the programme.

Article 3. Applicable Legislation and Internal Rules

With the exception of registration rules, as stated in Article 2, and subject to the exceptions listed in Annex 2, the relevant legislation and internal rules that apply to all students registered in the programme are the Flemish Community legislation and the internal rules of KU Leuven. These legislation and rules apply, in particular, but not exclusively to:

- the composition of individual annual programmes;
- the registration to examinations and the organisation of examinations;
- the functioning of Examination Committees;
- the success to examinations, the acquisition of credits and the granting of academic grades;
- the specific arrangements of studies and examinations to the benefit of special needs students;
- the disciplinary procedures which may lead to the temporary or final dismissal from the university.

Each university provides the students with all relevant information pertaining to the programme, as well as the rules and legislation that apply to them, in compliance with the preceding paragraphs.

Article 4. Arrangements, Organisation and Coordination

Without prejudice of Article 2 regarding registration, KU Leuven will assume the role of Coordinating University for the programme. The Coordinating University as such is responsible for the administrative



organisation of the joint programme and more specifically for ensuring the timely availability of all information related to the programme and the rules and regulations in force. It is responsible for the formal inquiry and administration for the approval of amendments to the programme courses and the admission requirements through the competent bodies of the participating universities. This request must be submitted to the participating universities before 1st November of the academic year preceding the academic year in which the amended programme courses and/or admission requirements will take effect

Without prejudice to the preceding paragraph, USL-B is to be considered as the "institution de reference" with regard to the purpose of implementing the French-speaking Community decree of November 7th 2013 "définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études".

Article 5. Composition and Responsibilities of the Steering Committee

The programme shall be directed by a Steering Committee, which will be composed as follows:

- two academic representatives from each of the participating universities, one of whom is the person in charge of the related programmes at their respective university (Programme Directors)
- two administrative staff members dedicated to the programme from each of the universities.

The Coordinating University of the universities will supply the Chair of the Steering Committee.

The Steering Committee shall report to the *FEB POC Handelsingenieur en Handelsingenieur in de Beleidsinformatica* in KU Leuven and to the *ESPO Faculty Council* in USL-B. The Programme Directors will be responsible for compliance with the procedures and regulations at their respective universities.

The Steering Committee is responsible for the policy and operational aspects of the programme as well as for quality assurance and permanently monitoring the curriculum.

The policy and operational aspects consist of the following responsibilities, amongst other things:

- managerial aspects of the programme (financial aspects, organisation of the programme, etc.);
- monitoring the continuity, consistency and quality of the programme;
- maintaining contacts within the professional milieu via, amongst other things, (possible) external advisory boards and the implementation of recommendations concerning the general concept of the programme;
- monitoring possible amendments to the formal co-operation Agreement;
- defining and revising the roles of each of the universities;
- composing a representative examination committee;

The permanent monitoring of the quality of the curriculum consists of the following responsibilities, amongst other things:

- designing the pedagogical frame of reference, determining the educational programme and the didactic model of the programme;
- monitoring the coherence of the programme, across the particular courses;
- developing the content and form of the courses;
- ensuring that a syllabus is created for every course, which specifies the prerequisites and the objectives/educational intentions of the course, amongst other things;
- ensuring that the syllabi of the individual courses are made available to the students in a timely fashion;



- evaluation of the quality, the programme and the courses;
- offering a permanent sounding board for problems that may arise and ensuring that solutions to said problems are found;
- providing stimuli for the design and implementation of innovative educational initiatives;
- final decision on eligibility of applicants and on course exemptions.

Decisions and recommendations by the Steering Committee shall be made by consensus. The Steering Committee communicates the decisions and recommendations, as confirmed by the relevant bodies in the universities, to the relevant administrative offices.

The Steering Committee shall evaluate the programme annually. This evaluation will include the following elements: the organisation, curriculum, financial situation and other arrangements, staffing arrangements, and the programme's general policy and administrative support.

Article 6. Duties and Obligations of the Universities

6.1. The universities commit themselves to use all reasonable efforts to foster the implementation of the programme, in compliance with applicable legislations and internal rules, as determined in Articles 2 and 3.

6.2. In particular, the Chair of the Steering Committee shall accept the following duties and obligations:

- carry out all steps necessary to prepare for and correctly manage the work described in this contract and its Annexes, in accordance with the objectives of the programme;
- update the Agreement and its Annexes if and when necessary;
- (re)define in conjunction with both universities the roles, rights, and obligations of each, including those concerning the attribution of the intellectual property rights.

6.3. At the start of the programme, responsibilities are assigned as follows:

- KU Leuven:
 - coordinating University (see Article 4);
 - handle student applications
 - handle enquiries of prospective students;
 - register all students, in accordance with the provisions of Article 2;
 - coordinate marketing activities;
 - prepare and publish education and exam regulations, including the amendments to general KU Leuven requirements necessary to meet legal constraints imposed by the French-Speaking Community;
 - register and report to the educational authorities students for the courses/study points organised by KU Leuven;
 - monitor the students (administrative file, curriculum, credit system, deliberation and proclamation);
 - organise the courses allocated to KU Leuven, including assessment;
 - guarantee internal endorsement of the decisions made by the Steering Committee;
 - timely and accurate provision of information to the other university.
- USL-B:
 - handle enquiries of prospective students;
 - register all students, in accordance with Article 2;
 - review KU Leuven rules and regulations and formulate amendments to meet own legal requirements;
 - register and report to the educational authorities students for the courses/study points organised by USL-B;



- monitor the students while at USL-B (administrative file, curriculum, credit system, deliberation and proclamation) and keep KU Leuven up to date;
- guarantee internal endorsement of the decisions made by the Steering Committee;
- organise the courses allocated to USL-B, including assessment;
- timely and accurate provision of information to the other university.

Article 7. Examination Committee

The rules and regulations with respect to the composition and responsibilities of the Examination Committee of the Coordinating Institution apply (see Annex 2). The Examination Committee of KU Leuven, complemented with due representation of USL-B, is competent in regard to the joint bachelor programme.

Article 8. Education and Examination Regulations

The students are subject to the general examination regulations of the Coordinating University, insofar as they are not amended by specific regulations agreed upon by the universities in view of their joint programme. These regulations with their amendments are described in [Annex 2](#).

Article 9. Degree

The joint degree, including the names, logos and seals of both universities, shall be signed by the rectors of both Universities, and shall be issued by the KU Leuven. Diploma template see Annex 3.

Article 10. Location(s) of the Programme

The programme courses shall be taught at the following locations, partly at KU Leuven Campus Brussels and partly at USL-B.

Article 11. Staff

Allocating teachers to courses will be the responsibility of the university that is responsible for the course.

Article 12. Finances

The internal revenue generated by the programme consists of

- 1° application and tuition fees, paid by applicants to USL-B, in accordance with the provisions of Article 2;
- 2° subsidies from the Flemish Community for the courses/ECTS offered at KU Leuven, received by KU Leuven;
- 3° subsidies from the French-speaking Community for the courses/ECTS offered at USL-B and received by USL-B.

The revenues referred to in subparagraph 1, 2°, 3° are collected and retained by each university for their share in the programme delivery, in accordance with the procedures applicable in their respective Community.

The revenues referred to in subparagraph 1, 1° are collected by USL-B and are shared by the two universities in proportion to the administrative costs they bear in the implementation of the programme. These costs include, i.e.



- handling student applications;
- handling enquiries of prospective students;
- the administrative costs of handling enquiries of prospective students;
- the administrative costs of handling students applications;
- the costs of specific advertising campaigns, events or receptions which are organised within the programme.

The redistribution of revenues referred to in par. 1, 1° is operated by the Steering Committee, in accordance with par. 3.

After 5 years, a balance sheet shall be drawn up based on the revenue and expenses, so that in the event that it is desirable and possible, an alternative division of the funds between the participating institutions will be introduced.

Article 13. Communication

The participating universities are obliged to present the degree programme as a joint venture of the participating universities and all communications concerning the programme shall be issued jointly on behalf of the participating universities.

All communication with respect to the programme will be approved by the Steering Committee.

Article 14. Quality Assurance and Accreditation

Both universities shall comprehensively guarantee the quality of the programme.

The Steering Committee shall be responsible for quality assurance with respect to the programme. They shall evaluate the programme as a whole and the programme courses separately on a regular basis, as much as possible using the existing institutional systems, procedures and outcomes.

It shall coordinate the self-evaluation in preparation of any external evaluation and will base itself on appropriate terms to that effect.

Article 15. Insurances to the Benefit of Students

Individual casualty and civil liabilities insurance policies subscribed by USL-B cover the students registered in the programme. Students are also covered for commuting from home to teaching places.

Article 16. Duration and Termination of the Agreement

The present Agreement is valid for a term of 5 years and renewable after a positive assessment by the two universities.

The competent authorities of each of the participating universities may bring this Agreement to an end by means of a registered letter addressed to the central administration of the other participating university. This letter must be sent before 1 January and will be enforced as of the subsequent academic year. In this case, the universities will agree upon arrangements with respect to all their commitments concerning the students, allowing registered students to graduate.



In case of serious defaults, and discussion in the Steering Committee having resulted in a warning, the competent authorities of either university may terminate the contract in relation to the other university if that university has inadequately discharged or failed to discharge any of the contractual obligations, insofar as this is not due to force majeure, after notification of the university by registered letter has remained without effect for one month. The university shall immediately notify the Chair of the Steering Committee on any event likely to prejudice the performance of this contract and supply all relevant information.

Article 17. Settlement of Disputes

17.1. If any dispute arises between the parties regarding the subject of this Agreement, it will in the first instance be referred to the Steering Committee, whose members will endeavour to resolve the dispute within thirty (30) days calculated from the date of receipt of the request for negotiation. In case no solution is found in the prescribed delay, the competent authorities of each university shall be seized for an amicable settlement of the dispute.

17.1. After failing a settlement, the matter shall be resolved by the competent Belgian courts.

17.1. No party shall be held liable for not complying with obligations ensuing from this Agreement should the non-compliance be caused by force majeure.

Article 18. Liability

No Party to this Agreement shall be liable to the other Party for any indirect or consequential damages or losses. In any event, the aggregate liability of any party shall not in any event exceed ten thousand euro (EUR 10,000) whether in contract, tort or otherwise arising out or in connection with this Agreement. The limitations of liability shall not apply for damages caused by wilful conduct or gross negligence.

Each Party shall take reasonable measures to ensure the accuracy of any information or materials it supplies to the other Parties and promptly to correct any error therein of which it is notified. The recipient Party shall be entirely responsible for the use to which it puts such information and materials, unless the supplier Party knows the existence of third parties' rights.

Article 19. Concluding Provisions

19.1. The working language of this Agreement shall be English. In case of the translation of this document into another language, the English version shall be the binding one.

19.2. This present Agreement can only be changed by means of a written amendment that is signed by both Parties.

19.2. If any provision in this Agreement should be fully or partly ineffective or become invalid, illegal or unenforceable, it shall not affect the validity of the remaining provisions of this Agreement. The Parties to this Agreement shall be entitled to request that a valid and practical provision be negotiated which fulfils the purpose of the original provision.

Article 11 Annexes

This Agreement contains three annexes



Annex 1: Joint Programme

Annex 2: Applicable Education and Examination Regulations, including admission criteria, and common criteria for passing course units and for succeeding Joint Programme

Annex 3 : Diploma Template

This Agreement will come into effect on the date of the last signature.

Drawn up in 2 copies, in Brussels, on (date)

On behalf of KU Leuven

On behalf of USL-B

Prof. Dr. Luc Sels
Rector

Prof. Dr. Pierre Jadoul
Rector

Prof. Dr. Wilfried Lemahieu
Dean Faculty of Economics and Business

Prof. Dr. Xavier Wauthy
Dean Faculté des sciences
économiques, sociales, politiques
et de la communications

UE USLB / UE KULB / UE To Be Determined

kan geleend
worden van
BBA

YEAR 1	term 1	term 2	YEAR 2	term 1	term 2	YEAR 3	term 1	term 2	Credits	Minimas doyens	FEB Bachelor
ÉCONOMIE			ÉCONOMIE			ÉCONOMIE			22	15	18
Economics I	5		Microeconomics	6		Macroeconomics	5				
Economics II		6									
GESTION			GESTION			GESTION			51	24	60
Introduction to financial markets		4				Business Project		6			
Financial accounting A	3		Human resource management		5	Management and strategy	5				
Financial accounting B		3	Financial statement analysis	3		Management accounting		3			
Marketing	5		Corporate law and accounting		3	Corporate Finance		5			
			Production and Logistics management		6						
DROIT			DROIT			DROIT			6	6	12
Introduction to law		6									
INFORMATIQUE ET MÉTHODES QUANTITATIVES			INFORMATIQUE ET MÉTHODES QUANTITATIVES			INFORMATIQUE ET MÉTHODES QUANTITATIVES			47	24	45
Mathematics for Business Engineers 1	6		Lineaire optimalisatie (linear optimisation)		3	Operationeel onderzoek (operations research)		6			
Mathematics for Business Engineers 2		6	Kansrekenen en beschrijvende statistiek (probabilities and descriptive statistics)	3		ICT III	6				
ICT I		5	Statistiek voor data science (statistics for data science)		6	Econometrics	3				
			ICT II	3							
SCIENCES ET TECHNOLOGIE			SCIENCES ET TECHNOLOGIE			SCIENCES ET TECHNOLOGIE			16	12	18
			Science and technologie II		5	Sciences et technologie III		5			
			Science and Technologies I	6							
AUTRES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES			AUTRES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES			AUTRES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES			15	12	3
Policital Science	5		Geopolitics		5	Ethics and the Economy	5				
LANGUES			LANGUES			LANGUES			15	15	12
English 1	3		English 2	3							
Language 2 course 1		3	Language 2 course 2	3		Language 2 course 3		3			
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT OPTIONNELLE			UNITÉ D'ENSEIGNEMENT OPTIONNELLE			UNITÉ D'ENSEIGNEMENT OPTIONNELLE			5	/	12
						elective courses	5	3			

27 33

27 33

29 31 180

180

Annex 2

Applicable Education and Examination Regulations, including admission criteria, and common criteria for passing course units and for succeeding Joint Programme

1. Admission criteria

General admission to bachelor

General requirements for admission to the Bachelor of Business Engineering, not subject to equivalency requirements.

Belgian qualifications:

- a Flemish degree of secondary education;
- a Flemish degree of short-course higher education;
- a Flemish degree of higher education for social advancement, with the exception of the certificate of pedagogic aptitude, or
- a degree or certificate, awarded in the context of the Flemish HBO
- the certificate of higher secondary education (CESS) obtained since 1994 (French-speaking Community)
- the Diploma giving access to higher education 'Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur' (DAES) awarded by the Board of the French-speaking Community of Belgium.
- a relevant higher education qualification awarded by an institution within the French Community of Belgium.
- proof of successful completion of the university entrance examination (examen d'admission aux études universitaires).
- a qualification similar to the above awarded in the German-speaking Community of Belgium, or by the Belgian Royal Military School.

Non-Belgian qualifications:

- the European baccalaureate awarded by the Board of Governors of the European School
- The International baccalaureate awarded by the International baccalaureate office in Geneva
- The baccalaureate awarded by the Ecole du Shape in Casteau

Admission to Bachelor's subject to equivalency requirements

A secondary education degree or a university degree awarded by a recognized educational institution from a country that has ratified the Lisbon Recognition Convention, provided it grants access to an equivalent programme (academic bachelor programme) in that country. A check for equivalency needs to be done for USL-B by "Service des équivalences de la Communauté française". For KU Leuven, the admissions departments check these requirements and the evidence provided, which may include a non-Belgian secondary education qualification that is recognised as equivalent to one of the above mentioned Belgian qualifications.

General Certificate of Education (GCE), with at least three A-level subjects, at least one of which is relevant to the programme (mathematics, business). NB the additional requirements apply if the GCE was obtained in a country that has not ratified the Lisbon Recognition Convention.

Additional requirements

Applicants who obtained a degree or certificate in a country that has not ratified the Lisbon Recognition Convention (incl. GCE), provided it grants access to an equivalent programme (as the BSc in Business Engineering) in that country.

In addition these applicants are required: to prove their proficiency in mathematics by submitting a SAT test result with a minimum score of 570 on the mathematics section. Note that the test required is the general SAT test, not a mathematics subject test. Alternatively, ACT test results may be submitted with a minimum score of 23 for the mathematics test.

English language

All applicants must prove their English language proficiency by means of an IELTS or TOEFL test. The minimum score for IELTS is 6.5 (with a minimum sub-score of 5.5 for each of the four skills Listening, Writing, Speaking and Reading). The minimum score for TOEFL internet based test is 90 (with a minimum sub-score of 20 for each of the four skills Listening, Writing, Speaking and Reading). Candidates who obtained the CPE Certificate or the CAE Certificate meet the minimum requirement of the English language proficiency as well.

Exemptions:

- Have obtained a diploma of secondary education in the Flemish/French-speaking/German-speaking community.
- Have obtained a secondary education degree or a higher education degree in Australia, English-speaking Canada, Ireland, New Zealand, United Kingdom or the USA (the certified degree and transcripts suffice, provided they confirm that the entire study was completed in English).
- Have obtained a European Baccalaureate diploma or an International Baccalaureate diploma who can prove at least 16 course hours per week were taught in English (Physical Education not included).
- Have obtained an international Baccalaureate if the entire programme was completed in English.

Application deadlines

- EEA-students and students with a residence permit for Belgium: 1 November – 1 June
- Other students (non-EEA students who don't have a residence permit for Belgium): 1 November – 1 March

2. Registration

2.1. Substantive condition

In accordance with Article 2 of the present agreement, no student can be registered to the program unless he cumulatively satisfies the substantive conditions applicable to registrations in force at KULeuven and Université Saint-Louis – Bruxelles. It is agreed that:

- Each institution's competent bodies commit to use their discretionary power to deviate from their own regulations in order to register a student who would benefit from an unconditional right to register in the other institution. The said regulations are, among other ones, article 36 of "Regulations on Education and examinations" at KULeuven and articles 22 and 23 of "Règlement général des études et des examens" at Université Saint-Louis - Bruxelles.
- The competent bodies of the two institutions consult each other when they consider to register a student who has exhausted his unconditional right to register in both of them.
- Applicable delays for deregistration and the consequences of valid deregistrations (reimbursement of tuitions fees, cancellations of the registered credits) are exclusively those in force at Université Saint-Louis - Bruxelles.
- The number of credits of any student's annual program must be sufficient to ensure that the student is eligible to funding given the legislation, internal rules and restrictions applicable in each of the two institutions, and taking into account the rules related to the Flemish "leerkrediet" of the student.

- For students in the joint programme, who wish to reorient to a programme within KU Leuven, a financial arrangement for the KU Leuven registration fee will be developed, taking into account the initial registration at USL-B, the minimal registration already in place at KU Leuven, and the new credits to be taken at KU Leuven.

2.2. Procedure

In accordance with article 2 of the present agreement, students must introduce their demand of registration at Université Saint-Louis - Bruxelles. This demand is examined in accordance with the legislation and regulations applicable therein.

In case an admission procedure is necessary prior to the registration, this admission procedure is handled at KULeuven, in accordance with the delays applicable at KULeuven.

Université Saint-Louis- Bruxelles transfers without delays to KULeuven all the relevant data which are necessary to register the students at KULeuven.

2.3. Tuition fees

In accordance with article 2 of the present agreement, tuition fees are those applicable in the French-speaking Community, in conformity with the prevailing legislation. They are paid to the Université Saint-Louis Bruxelles in the applicable delays.

The increased tuition fees which, under the legislation applicable in the French-speaking Community, can be charged to students because of their nationality, are adapted to be equivalent to those prevailing at KULeuven for comparable students.

3. Examination rules and common criteria for passing course units and for succeeding Joint Programme

In accordance with article 3 of the present agreement, the applicable legislation and internal rules are, by default, and exclusively, those of the KULeuven for any matter other than registration issues. These legislation and internal rules are therefore, a.o., those which pertains to examination rules and common criteria for passing course units and for graduating in the Joint Programme. It is nevertheless understood that:

- Members of the two universities are part of the competent examination committees;
- Examinations may take place at Université Saint-Louis- Bruxelles for courses offered at this institution;
- Administrative services at the two institutions coordinate themselves to ensure that the examination times schedules are published simultaneously and in conformity with the delays imposed by the regulations of the two institutions;
- The competent authorities at Université Saint-Louis – Bruxelles will ensure that an examination for a course taught in the first semester is organized in the second semester whenever KULeuven authorizes this in accordance with KULeuven' internal rules;
- In case academic or disciplinary sanctions are pronounced by the competent authority at KULeuven, in accordance with KULeuven internal rules, and when these sanctions involve the exclusion of the student, these sanctions have to be confirmed by the competent authorities of Université Saint-Louis – Bruxelles in order to produce the specific consequences attached to exclusion in accordance with the French-speaking Community decree of November 7th 2013.

- The « reasonable accommodations » granted by the KULeuven to students with specific needs are automatically applicable to the courses and examinations organized at Université Saint-Louis - Bruxelles.

DÉROGATION DE LA LANGUE D'APPRENTISSAGE - MASTERS

Date de mise à jour : 14/10/2019

Intitulé des gardes (classement alphabétique)	UCLouvain	ULB	ULiège	UNamur	UMONS	HE ICHEC	HEFF
Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire				120			
Master en gestion de l'entreprise	120	120				120	120
Master en sciences biologiques				60			
Master en sciences biomédicales		60		60 et 120			
Master en sciences chimiques				60 et 120			
Master en sciences de gestion	60 et 120	120	60 et 120				
Master en sciences des données			120				
Master en sciences des données, orientation statistique	120						
Master en sciences des données, orientation technologie de l'information	120						
Master en sciences économiques		60 et 120	60 et 120				
Master en sciences économiques, orientation économétrie	120	120					
Master en sciences informatiques	60 et 120	60 et 120	60 et 120	60 et 120	60 et 120		
Master en sciences mathématiques				60 et 120			
Master en sciences physiques	60 et 120			60 et 120			
Master en sciences politiques		60					
Master in molecular microbiology				120			
Master one health – gestion de la santé publique et animale			120				
Master : ingénieur civil architecte	120 ²	120	120		120		
Master : ingénieur civil biomédical	120	120	120				
Master : ingénieur civil chimie et sciences des matériaux	120	120	120		120		
Master : ingénieur civil des constructions	120	120	120				
Master : ingénieur civil des mines et géologue			120		120		
Master : ingénieur civil électricien	120	120	120		120		
Master : ingénieur civil électromécanicien	120	120	120				
Master : ingénieur civil en aérospatiale			120				
Master : ingénieur civil en informatique	120	120	120				
Master : ingénieur civil en informatique et gestion					120		
Master : ingénieur civil en mathématiques appliquées	120						
Master : ingénieur civil en sciences des données	120		120				
Master : ingénieur civil mécanicien	120		120		120		
Master : ingénieur civil physicien	120	120	120				
Master : ingénieur de gestion	120	120	120				

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant l'organisation de Masters en langue anglaise

A.Gt 25-05-2016

M.B. 01-07-2016

Modifications :

A.Gt 31-08-2016 - M.B. 26-10-2016

A.Gt 30-08-2017 - M.B. 27-09-2017

A.Gt 12-04-2019 - M.B. 02-05-2019

A.Gt 08-05-2019 - M.B. 29-07-2019

A.Gt 22-05-2019 - M.B. 07-08-2019

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment son article 75, § 2, dernier alinéa;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 accordant une dérogation à l'Université Catholique de Louvain quant à l'usage de la langue d'enseignement et d'évaluation pour le master en sciences économiques, orientation économétrie, à finalité approfondie;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 accordant une dérogation aux institutions universitaires quant à l'usage de la langue d'enseignement et d'évaluation pour le master ingénieur civil en informatique et les masters en sciences informatiques 60 et 120 crédits;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mars 2015 autorisant l'organisation de masters en langue anglaise;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2015 autorisant l'organisation de masters en langue anglaise;

Vu la proposition du Conseil d'administration de l'Académie de recherche et de l'enseignement supérieur du 3 mai 2016;

Considérant l'importance et de l'ouverture internationale des études de master, tant en accueil d'étudiants issus d'autres systèmes d'enseignement que dans la formation prodiguée à nos futurs diplômés;

Considérant l'enjeu que représentent pour nos établissements la capacité d'organiser des enseignements destinés à un public cosmopolite au sein de réseaux internationaux;

Considérant qu'il est du devoir du Gouvernement de répondre favorablement aux demandes répétées et motivées des responsables de nos universités de nature à contribuer à l'excellence de nos études;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

***Modifié par A.Gt 31-08-2016 ; A.Gt 30-08-2017 ; A.Gt 12-04-2019 ;
complété par A.Gt 08-05-2019 ; A.Gt 08-05-2019***

Article 1^{er}. - Les établissements d'enseignement supérieur habilités à dispenser des études en Communauté française en vertu de l'annexe II du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont autorisés à organiser et évaluer en langue anglaise les programmes conduisant aux grades académiques de masters suivants :

1^o Master: ingénieur civil en aérospatiale (120 crédits) pour l'ULg;

2^o Master: ingénieur civil architecte (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB, l'ULg et l'UMons;

- 3° Master: ingénieur civil biomédical (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB, et l'ULg;
- 4° Master: ingénieur civil chimie et sciences des matériaux (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB, l'ULg et l'UMons;
- 5° Master: ingénieur civil des constructions (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB, et l'ULg;
- 6° Master: ingénieur civil électricien (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB, l'ULg et l'UMons;
- 7° Master: ingénieur civil électromécanicien (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB, et l'ULg;
- 8° Master: ingénieur civil en informatique (120 crédits) pour toutes les institutions universitaires organisant ce cursus; *[modifié par A.Gt 31-08-2016]*
- 9° Master: ingénieur civil en informatique et gestion (120 crédits) pour l'UMons;
- 10° Master: ingénieur civil en mathématiques appliquées (120 crédits) pour l'UCL;
- 11° Master: ingénieur civil mécanicien (120 crédits) pour l'UCL, l'ULg et l'UMons;
- 12° Master: ingénieur civil des mines et géologue (120 crédits) pour l'ULg et l'UMons;
- 13° Master: ingénieur civil physicien (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB, et l'ULg;
- 14° Master en ingénieur de gestion (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB et l'ULg;
- 15° Master en sciences biomédicales (60 et 120 crédits) pour l'UNamur et (60 crédits) pour l'ULB; *[complété par A.Gt 30-08-2017]*
- 16° Master en sciences économiques (60 et 120 crédits) pour l'ULB et l'ULg, et orientation économétrie pour l'UCL et l'ULB; *[remplacé par A.Gt 31-08-2016]*
- 17° Master en sciences de gestion (60 crédits) pour l'UCL et l'ULg et (120 crédits) pour l'UCL, l'ULB et ULg;
- 18° Master en sciences informatiques (60 et 120 crédits) pour toutes les institutions universitaires organisant ce cursus *[modifié par A.Gt 31-08-2016]*
- 19° Master en sciences politiques (60 crédits) pour l'ULB;
- 20° Master en gestion de l'entreprise (120 crédits) pour l'ICHEC, Ferrer, l'UCL et l'ULB ;
- 21° Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire (120 crédits) pour l'UNamur ; *[complété par A.Gt 30-08-2017]*
- 22° Master en sciences chimiques (60 et 120 crédits) pour l'UNamur ; *[complété par A.Gt 30-08-2017]*
- 23° Master en sciences mathématiques (60 et 120 crédits) pour l'UNamur; *[complété par A.Gt 30-08-2017]*
- 24° Master en sciences physiques (60 et 120 crédits) pour l'UNamur et pour l'UCL¹ ; *[complété par A.Gt 30-08-2017 ; A.Gt 12-04-2019]*
- 25° Master en sciences biologiques (60 crédits) pour l'UNamur ; *[complété par A.Gt 30-08-2017]*
- 26° Master en sciences des données (120 crédits) pour l'ULg, et orientation statistique et orientation technologie de l'information pour l'UCL; *[complété par A.Gt 30-08-2017]*
- 27° Master : ingénieur civil en sciences des données (120 crédits) pour l'UCL et l'ULg. *[complété par A.Gt 30-08-2017]*
- 28° Master in molecular microbiology (120 crédits) pour l'UNamur. *[inséré par A.Gt 08-05-2019]*

¹ « et pour l'UCL » en vigueur à partir de l'année académique 2019-2020.

29° Master one health - gestion de la santé publique et animale (120 crédits) pour l'ULg. *[inséré par A.Gt 22-05-2019]*

Article 2. - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 accordant une dérogation à l'Université catholique de Louvain quant à l'usage de la langue d'enseignement et d'évaluation pour le master en sciences économiques, orientation économétrie, à finalité approfondie est abrogé.

Article 3. - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 accordant une dérogation aux institutions universitaires quant à l'usage de la langue d'enseignement et d'évaluation pour le master ingénieur civil en informatique et les masters en sciences informatiques 60 et 120 crédits est abrogé.

Article 4. - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mars 2015 autorisant l'organisation de masters en langue anglaise est abrogé.

Article 5. - L'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2015 autorisant l'organisation de masters en langue anglaise est abrogé.

Docu 42771

p.4

Article 6. - Le présent arrêté produit ses effets pour l'année académique 2014-2015, à l'exception de l'article 1, 20°, qui produit ses effets pour l'année académique 2015-2016 et de l'article 1, 14° et 17°, qui entre en vigueur pour l'UCL pour l'année académique 2016-2017.

Article 7. - Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 mai 2016.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT